

L'agriculture doit retrouver sa place

■ vendredi 21 février 2014

Tous les deux jours, un agriculteur se suicide en France. Le travail humain n'est plus respecté. Sans prétendre résoudre tous les problèmes, Solidarité & Progrès défend les six principes suivants :

1 Il faudra **multiplier par deux la production agricole mondiale d'ici à 2050** si l'on veut réellement nourrir dignement 9 à 10 milliards d'êtres humains. L'agriculture productive reste donc un métier d'avenir et un atout majeur pour la France, à condition de ne pas être soumise à un impératif de pillage financier et de rendement à tout prix.

2 L'agriculture doit être à l'abri des soubresauts des marchés spéculatifs. Il s'agit de protéger les agriculteurs contre les baisses de prix et les consommateurs contre les hausses. Agriculteurs et consommateurs n'ont pas des intérêts opposés, **ce sont les spéculateurs financiers et les intermédiaires qui exercent des monopoles destructeurs**. Parmi d'autres mesures, promouvoir les circuits courts qui permettent de réduire ces intermédiaires est une bonne approche. Nous disons non à un démantèlement libéral « vert » de la PAC. Non à des prix manipulés par les marchés ! C'est par un accord commun entre Etats, consommateurs et producteurs que de justes prix doivent être fixés.

3 **La politique agricole commune n'est pas « trop coûteuse »**, comme le prétendent les libéraux. Pour 100 € par an, elle offre une sécurité alimentaire à chaque Européen. Il faut donc la défendre en la recentrant sur des productions de qualité. La PAC peut nourrir 500 millions d'Européens et au-delà, exporter ce qu'elle produit de meilleur et de plus rentable à long terme, sans pour autant provoquer la ruine des producteurs d'autres continents.

4 **La fin programmée des quotas laitiers n'est qu'un symbole d'une dérégulation destructrice généralisée**. Elle favorisera des unités géantes du type « Ferme des mille vaches » au détriment des PME familiales.

5 **Au niveau européen, nous demandons l'application de la préférence communautaire et la réorganisation complète du statut de travailleur détaché**, une politique qui fausse la concurrence au sein de l'UE et jette les peuples les uns contre les autres. C'est, notamment, ce qui permet à l'agro-business allemand de payer mal et au lance-pierre les travailleurs venant d'Europe de l'Est.

6 Le système financier et monétaire international, sous l'emprise des banques conglomérats, détruit les économies et s'effondre en promouvant le libre-échange et le court terme. C'est pourquoi il faut en changer pour **que l'argent revienne au travail et à la production**. Nous devons par ailleurs nous féliciter que l'Ukraine ait suspendu son projet de libre-échange avec l'UE. En l'état, ce projet aurait ruiné aussi bien l'Ukraine que la France au profit de sociétés transnationales peu soucieuses de la production et des consommateurs. Des sociétés financières se précipitent déjà sur le sol ukrainien pour exporter vers l'UE, au détriment des agriculteurs ukrainiens perdant leur emploi et des Français soumis au dumping.

Le grand marché transatlantique, dont François Hollande veut accélérer la mise en place, représente les mêmes dangers et doit être combattu.

Au niveau français, **nous demandons de couper les banques en deux** – en premier lieu le Crédit agricole pour qu'il puisse revenir à sa vraie mission – sans attendre que leur faillite désordonnée ne ruine durablement l'économie productive et les populations qui en dépendent. Nous exigeons que la loi d'avenir pour l'agriculture lui redonne la place qui lui revient, dans l'intérêt des agriculteurs et de la France, au lieu d'organiser « en douceur » son étouffement.

Le mouvement de
Jacques Cheminade

Solidarité & progrès 

www.solidariteetprogres.org | BP27 92114 Clichy cedex | 01 76 69 14 50

Picardie-Nord Pas de Calais : 06 14 17 48 74 / picardie-nordpasdecalsais@solidariteetprogres.org // Bretagne : 09 51 29 17 40 / 06 23 80 58 79 / bretagne@solidariteetprogres.org // Alsace-Lorraine : 06 11 32 34 59 // Normandie : 06 19 29 02 89 // Sud-Est & Rhône-Alpes : 04 26 23 08 40 / rhone-alpes@solidariteetprogres.org // Poissy (Yvelines) : 06 26 30 14 70 // Sud-Ouest : 06 38 85 08 22 / toulouse@solidariteetprogres.org // Côte d'Or - Franche-Comté : 06 10 37 14 14